

Communiqué de presse
15 Mai 2018

Violences dans la Bande de Gaza

Les violences commises hier dans la Bande de Gaza sont inacceptables. On est clairement ici face à un usage disproportionné de la force contre des civils. Tirer à balles réelles sur des manifestants est indigne. S'il incombe à Israël d'assurer la sécurité de leurs concitoyens, cela doit se faire de manière proportionnée. Dans tout Etat démocratique qui se respecte, il existe d'autres moyens non-léthaux que les balles réelles pour contenir les foules. Mais encourager les Gazaouis à essayer de franchir illégalement la frontière en provoquant des dégâts est aussi condamnable. La Belgique appelle vivement les deux parties à faire tous les efforts possibles pour une désescalade et éviter de nouvelles effusions de sang. Nous en appelons à une enquête internationale menée par les Nations Unies.

La violence de hier nous rappelle de façon criante que seule la solution préconisant deux Etats vivant pacifiquement côte-à-côte pourra apporter une paix durable et la sécurité pour Israël, la Palestine et les pays voisins de la région.

Malheureusement, nous nous éloignons de plus en plus de cette solution avec la multiplication des faits accomplis sur le terrain, notamment par la construction des colonies israéliennes dans les Territoires Occupés.

La décision unilatérale du Président Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël et d'y transférer l'ambassade américaine nous éloigne encore plus de la paix. En décembre dernier, le Premier ministre Charles Michel avait clairement condamné devant le Parlement cette décision. Il avait demandé que le point soit discuté au Sommet européen.

Il devient de plus en plus urgent de faire redémarrer le processus de paix au Proche Orient. Une décision sur le statut de Jérusalem, qui est appelée idéalement à devenir la capitale partagée de deux Etats souverains, doit dépendre de négociations entre les deux parties concernées. La Belgique, avec ses partenaires européens, continuera à dénoncer tous les actes unilatéraux qui vont à l'encontre d'une solution négociée à deux Etats vivant côte à côte dans la paix, la sécurité et la reconnaissance mutuelle. Elle ne reconnaîtra aucun changement aux frontières de 1967, y compris à l'égard de Jérusalem, autre que ceux qui auront été agréés entre les parties.

Ce n'est que par une reprise du dialogue, et non par des actes unilatéraux, qu'on pourra progresser vers la paix. Cela doit se faire au sein des enceintes appropriées, notamment aux Nations Unies. L'accord de paix ne pourra pas voir le jour sans l'implication de tous les partenaires, dont l'Union européenne qui est le premier partenaire commercial d'Israël et le plus important bailleur de fonds de l'Autorité Palestinienne. Les Etats-Unis doivent y être impliqués et reprendre une position neutre qu'ils ont perdue. Le temps presse si on ne veut pas que la situation devienne de plus en plus dangereuse dans la région.